REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 30 mars au 05 avril 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération.....2
-Coronavirus : 15000 euros de l'Ordre Malte en appui médical aux Comores
1.2 Fonds vert : Météorologie.....3
- 14 millions USD pour le renforcement régional des services climatiques

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....5
- 3 800 visiteurs arrivent aux Seychelles, une semaine après la relance du tourisme
2.2 Surveillance de pêche.....6
- L'Autorité des pêches des Seychelles acquiert 2 drones pour la surveillance maritime
2.3 Environnement.....8
- « La biodiversité est la première banque de Madagascar »
- Lutte contre l'érosion : Abattage des filaos sur la plage publique de Flic-en-Flac
2.4 Coopération.....10
- Diplomatie économique : L'accord Inde/Maurice entre en vigueur ce 1e avril
2.5 Changement climatique.....11
-Covid-19 et changement climatique : dialogue de haut niveau sur la double crise, le 6 avril
2.6 Entreprendre au féminin.....12
- EFOICOM-INNOV LAB : Dix jeunes subventionnés pour le démarrage de leurs projets
2.7 Economie.....13
- Financement extérieur : Madagascar esclave des dettes extérieures !
2.8 Santé animale.....14
- Fièvre aphteuse : Le laboratoire ANSES, en France confirme les cas de fièvre aphteuse à Rodrigues.

Coronavirus : 15 000 euros de l'Ordre Malte en appui médical aux Comores

31/03/2021  Andjouza Abouheir



L'ordre de Malte a octroyé 15 000 Euros à la COI dans leurs actions de la lutte contre la Covid-19 aux Comores, plus particulièrement à l'ile de Mohéli fortement touchée par la pandémie. Le gouvernement comorien est appelé à établir la liste des besoins en équipement médical pour la concrétisation de ce geste solidaire.

Alerté par son ambassadeur auprès de l'Union des Comores, M. Eric Deroo sur la virulence de la seconde vague de la Covid-19, qui a fortement frappé les Comores et plus particulièrement l'île de Mohéli, l'Ordre de Malte a apporté une contribution financière d'urgence en appui aux efforts de la communauté internationale contre la pandémie. En sa qualité d'observateur auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) depuis 2017, ce dernier a décidé de participer concrètement à la lutte anti-Covid aux Comores par le canal de la COI. A cet effet, un don de 15 000 Euros a été débloqué pour cette action de solidarité par M. Jean-Baptiste Favatier, Président de l'Ordre de Malte France, pour appuyer les efforts de la COI, notamment au travers de son plan de riposte soutenu par l'Agence française de développement (AFD). Cette somme va servir à l'achat d'équipements additionnels pour les interventions à Mohéli. Informées de cet appui, les autorités sanitaires comoriennes transmettront une liste des besoins à la COI pour concrétiser ce geste de solidarité.

Pour rappel l'Ordre de Malte est un Ordre religieux et laïc de l'Église Catholique depuis 1113 et un sujet de droit international qui entretient des relations diplomatiques avec plus de 100 États et organisations internationales dont les Républiques de Madagascar, de Maurice et des Seychelles, l'Union des Comores, ou encore l'Union européenne. Il jouit d'un statut d'observateur permanent aux Nations Unies et est observateur auprès de la COI depuis 2017. Neutre, impartial et apolitique, l'Ordre de Malte est actif dans 120 pays, se dédiant aux personnes dans le besoin à travers des activités médicales, sociales et humanitaires. Association reconnue d'utilité publique depuis 1928, l'Ordre de Malte France agit auprès des plus fragiles à travers des initiatives de terrain dans les secteurs de la santé, du secourisme et de la solidarité.

Andjouza Abouheir

14 millions USD pour le renforcement régional des services climatiques

Joanna Seenayen March 31, 2021



Le Fonds Vert pour le climat octroiera un financement de 14 millions USD à la Commission de l'Océan Indien (COI) dans l'optique de stimuler ses projets de renforcement des services climatiques dans l'océan Indien.

Comme une boîte de pandore, le changement climatique ouvre la voie à une pléthore d'effets dévastateurs sur les écosystèmes de l'océan Indien. En octroyant un financement à la COI, le Fonds Vert pour le climat entend soutenir la construction des capacités de la région à faire face à ses défis à travers notamment le renforcement de leurs services météorologiques.

«Les enjeux d'adaptation aux effets du changement climatique sont d'autant plus importants que le coût de l'inaction peut peser lourdement sur les équilibres économiques : 17,2 milliards de dollars, c'est le coût économique estimé sur les trente dernières années dans la région. C'est pourquoi il est essentiel que les pays et la région développent les moyens permettant de fournir aux acteurs économiques des informations climatiques pertinentes pour accompagner les actions d'adaptation à différentes échelles», souligne Laurent Labbé, responsable du projet Hydromet à la Direction InterRégionale pour l'océan Indien Études & Climatologie de Météo France, dans un entretien à la COI.

Projet initié par la COI, appuyé par l'AFD, l'UE et le Fonds Vert pour le Climat, Hydromet est l'aboutissement de deux projets de la COI visant à évaluer les impacts économiques et écologiques du changement climatique et à consolider nos capacités face à ses effets dans l'optique de renforcer la

résilience de la région indianocéanique. D'un montant de 71 million USD, Hydromet surfe sur une approche multidimensionnelle de la gouvernance. À travers une proposition de l'AFD, le Fonds Vert pour le climat va octroyer 14 millions USD à la COI à cet effet. Le renforcement des services météorologiques de chaque territoire sera traité en priorité. Un projet de centre de climatologie régional, rattachée à la COI, est également à l'agenda.

3 800 visiteurs arrivent aux Seychelles, une semaine après la relance du tourisme

By: **Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne**



En plein milieu de la pandémie mondiale de COVID-19, les Seychelles ont relancé leurs insdustrie du tourisme à tous les visiteurs arrivant de tous les pays sauf l'Afrique du Sud le jeudi 25 mars afin de relancer leur industrie du tourisme. (Rassin Vannier Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Une semaine après que les Seychelles ont relancé l'industrie du **tourisme** à la plupart des pays, 3 800 visiteurs sont arrivés dans la nation insulaire, un chiffre qu'un haut responsable de la Seychelles Tourism Board (**STB**) décrit comme "plus que satisfaisant".

En plein milieu de la pandémie mondiale de COVID-19, les Seychelles ont rouvert leurs frontières à tous les visiteurs arrivant de tous les pays sauf l'Afrique du Sud le jeudi 25 mars afin de relancer leur industrie du tourisme.
La directrice générale de la **STB**, Sherin Francis, a déclaré à la SNA que « les arrivées de visiteurs pour la semaine dernière ont été plus que satisfaisantes compte tenu de tous les défis auxquels nous sommes confrontés ».
"Jusqu'à présent, les signes sont prometteurs et progressivement, nous pourrons reprendre possession de notre industrie", a déclaré Mme. Francis.
Un statisticien du Bureau national des statistiques (NBS), Aubrey Fock-Tave, a informé la SNA jeudi que pour la semaine du 25 au 31 mars, les Seychelles ont vu arriver 3 800 visiteurs. Cela représente 55% des 6820 arrivées totales de visiteurs depuis le début de 2021.

Les données collectées entre le 1er janvier et le 28 mars par NBS, le chiffre cumulatif pour 2021 montre que 5579 visiteurs ont débarqué aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental. Par rapport à 2020, lorsque 92 646 visiteurs ont atterri dans le pays pour la même période, les arrivées de visiteurs depuis le début de l'année ont chuté de 94%. **Suite de l'article**

L'Autorité des pêches des Seychelles acquiert 2 drones pour la surveillance maritime

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



L'autorité a acheté deux drones DJI de qualité entreprise qui seront entièrement exploités par des agents de surveillance, après avoir été formés par l'armée de l'air des Seychelles. (Alex Zelime)

(Seychelles News Agency) - La Seychelles Fishing Authority (**SFA**) utilisera bientôt deux drones pour mener des missions près du rivage afin de soutenir les efforts de surveillance des pêches, augmentant ainsi la portée de l'autorité.

Le nouveau plan fait suite à la tentative de lancer un projet similaire en 2018, un plan qui a échoué en raison de problèmes imprévus liés à l'exploitation de drones.

Un **drone** est un aéronef sans pilote qui peut être contrôlé à distance ou peut voler de manière autonome.

Le responsable de la section de surveillance, de contrôle et de surveillance de la **SFA**, Johnny Louys, a déclaré à la SNA que les avantages de l'utilisation de ces équipements sont la facilité et la rapidité de déploiement, les économies de coûts d'exploitation, la sécurité et une portée et une couverture accrues.

« En tant que tel, la **SFA** a commencé à examiner les possibilités d'utiliser des systèmes à faible coût et à faible entretien pour familiariser et intégrer l'utilisation des drones dans ses efforts de surveillance, afin de compléter les méthodes de surveillance conventionnelles actuelles », a déclaré M. Louys.

Actuellement, la **SFA** utilise un bateau de patrouille pour mener des activités de surveillance ou travailler avec les Forces de défense du peuple des Seychelles (SPDF) pour soutenir des missions dans les limites extérieures de la zone économique exclusive (ZEE) des Seychelles et au-delà. Les moyens aériens de la SPDF sont également utilisés pour les patrouilles.

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, ont une vaste zone économique exclusive de 1,4 million de kilomètres carrés, ce qui rend difficile la surveillance des activités illégales en mer.
« Après quelques recherches, nous avons acheté deux unités dont nous sommes convaincus qu'elles répondront à nos besoins tout en permettant à nos agents de surveillance de s'habituer à cette technologie », a déclaré M. Louys.
Pour un coût inférieur à 100 000 SCR, l'autorité a acheté deux drones DJI de qualité entreprise qui seront entièrement exploités par des agents de surveillance, après avoir été formés par l'armée de l'air des Seychelles.
"Le plan était d'intégrer pleinement l'utilisation des drones d'ici le quatrième trimestre de 2020, mais l'importation de l'équipement a été fortement retardée en raison des restrictions de vol pendant la vague 2020 de la pandémie COVID. Les horaires de formation ont également été affectés. Nous attendons que les choses s'améliorent un peu pour que l'armée de l'air puisse former nos officiers afin que nous puissions rapidement commencer à utiliser les drones », a déclaré M. Louys.
Les drones seront utilisés pour surveiller la pêche illégale le long de la zone côtière. Lors d'une récente conférence de presse, M. Louys a déclaré qu'en dehors de la pêche illégale, les autorités observaient également un nombre élevé de sous-déclarations, les pêcheurs autorisés ne fournissant pas à la **SFA** les informations demandées, telles que leurs prises et effort, et la composition des espèces, entre autres.
La pêche est le deuxième contributeur à l'économie des Seychelles.
Des véhicules sans pilote destinés à surveiller les pêcheries illégales sont déployés dans de nombreux endroits du monde, y compris dans des pays tels que les États-Unis, l'Australie, le Belize et les Palaos.

Environnement – « La biodiversité est la première banque de Madagascar »

1 avril 2021 Commenter Miangaly Ralitera 138 Vues 2 minute(s) pour lire

La biodiversité contribue au développement de l'économie. « C'est la première banque de Madagascar », a déclaré Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du développement durable. C'était lors du forum sur le capital naturel et l'économie de l'environnement dans le développement durable de Madagascar, en mi-mars, à l'hôtel Carlton à Anosy.

Le Gouvernement malgache, en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Agence Française de Développement (AFD), la Fondation MAVA, et le Programme USAID Hay Tao, a réalisé ce forum sur le capital naturel pour mieux améliorer la compréhension et l'appropriation du concept autour du capital naturel. Le capital naturel rassemble les espèces animales et végétales, les ressources en eau, les ressources fossiles (hydrocarbures, minéraux et minerais), ainsi que les différents habitats qui les abritent, et les interactions qui en découlent.

Les différents outils et méthodologies déjà développés ou expérimentés, à Madagascar et ailleurs, ont été discutés durant ce forum, pour comptabiliser le capital naturel et estimer ses valeurs aussi bien sur le plan social, qu'économique et écologique. Un réseau d'acteurs « capital naturel » a été institutionnalisé, à l'issu de ce forum. Cela, pour faciliter la prise de décision dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, de la biodiversité et du territoire, grâce à l'évaluation et la comptabilisation du capital naturel.

Lutte contre l'érosion : Abattage des filaos sur la plage publique de Flic-en-Flac



Branchages et troncs de filaos s'amoncelant sur une centaine de mètres, et transformant l'aspect de cette partie de la plage se situant en face du cimetière de Flic-en-Flac… C'est un spectacle triste et peu habituel qu'ont pu découvrir ceux qui empruntent la route côtière depuis mardi matin.
L'abattage des filaos dans le cadre des projets de réhabilitation et de reboisement des zones côtières (plages publiques du Morne et de Flic-en-Flac) a démarré en août 2020. L'initiative a pour effet de freiner l'érosion.
Selon un communiqué émis le 11 août 2020 par le ministère de l'Environnement, de la gestion des déchets et du changement climatique, le projet prévoit de remplacer les *Casuarinas* (filaos) par des arbres endémiques sur les premiers 30m de la ligne de la marée haute et sur une longueur de 200m. Ainsi, nous pouvons lire que *"les Casuarinas sont des arbres exotiques qui ne sont pas adaptés à nos plages, car ils ne retiennent pas le sable. Ils contribuent ainsi à leur érosion".*

A certains endroits sur la côte ouest, on assiste à une accélération de l'érosion. Comme au Morne et à La Prairie, où des arbres ont été déracinés par le déferlement et où des gabions ont été installés pour lutter contre l'érosion. A Maurice, l'érosion des plages pourrait avoir des conséquences économiques négatives puisqu'elle diminue l'attrait touristique.
Le projet de réhabilitation qui est mis en oeuvre en collaboration avec le service forestier, s'étalera sur une période de 2 ans, soit jusqu'à 2022, durant laquelle les nouvelles plantations d'arbres endémiques seront clôturées sur une zone de 200m de long et de 15m de large. Le public pourra accéder à la mer sur chaque 50m.

Diplomatie économique : L'accord Inde/Maurice entre en vigueur ce 1er avril



Le Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement (Cecpa) a été signé le lundi 22 février 2021 à l'Assemblée nationale, à Maurice. La cérémonie s'était déroulée en présence du ministre indien des Affaires extérieures, le Dr Subrahmanyam Jaishankar, ainsi que du Premier ministre, Pravind Jugnauth

Le Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement entre l'Inde et Maurice est effectif à partir de ce jeudi 1er avril. C'est ce qui ressort d'un communiqué diffusé par le Government Information Service sur sa page Facebook dans la soirée du 31 mars.

L'accord est favorable pour l'industrie manufacturière mauricienne à plus d'un titre, ce vers un marché doté d'une classe moyenne dynamique, en quête de produits à valeur ajoutée. Grâce à cet accord, selon le communiqué, les exportateurs mauriciens ont un accès préférentiel sur une liste de 615 produits dont une entrée hors-taxe sur 376 commodités et une baisse tarifaire sur 127 items.

Parmi ces tarifs réduits, notons l'acheminement de :

(i) 40 000 tonnes de sucres spéciaux à un tarif réduit de 10% contre 100%
(ii) deux millions de litres de bière à 25% contre une imposition normale de 150%
(iii) 1,5 million de litres de rhum à 50% contre une taxe d'entrée de 150%
(iv) 7,5 millions de pièces d'habillement sans taxe, et
(v) 7 000 tonnes de thon en boîtes

Covid-19 et changement climatique : Dialogue de haut niveau sur la double crise, le 6 avril

Redaction Midi Madagasikara 2 avril 2021 1 Commentaire



Le changement climatique et la Covid-19 représentent une problématique déterminante pour le développement.

La crise de la pandémie de Covid-19 et celle du changement climatique représentent une problématique majeure, qui attire l'attention des dirigeants. La Banque africaine de développement (BAD) et le Centre mondial pour l'adaptation (GCA) organisent un dialogue virtuel entre dirigeants de haut niveau sur l'urgence du Covid-19 et du climat en Afrique. Le 6 avril prochain, de 16h à 18h (heure de Madagascar), les hauts dirigeants partageront leurs expériences, en matière de lutte contre cette double crise. Selon les organisateurs, des chefs d'État et de gouvernement africains prendront part à cette rencontre, qui se déroulera sous forme d'un dialogue des dirigeants en visioconférence. *« La BAD et le GCA associent leur expertise, leurs ressources et leurs réseaux pour élaborer et mettre en œuvre un nouveau programme audacieux d'accélération de l'adaptation en Afrique, qui propose une approche comprenant trois volets pour faire face à la pandémie de Covid-19, au changement climatique et aux nouveaux défis économiques du continent. Le programme soutiendra la mise en œuvre de la vision de l'Initiative pour l'adaptation en Afrique. Son objectif est d'atteindre une couverture régionale équilibrée dans son travail par le biais de programmes et de projets régionaux et continentaux »,* ont-ils annoncé. D'après le communiqué de la BAD, le dialogue se déroulera sur un format conversationnel. L'événement précédera un autre forum important sur le changement climatique, qui réunira des dirigeants mondiaux sous l'égide des États-Unis le 22 avril prochain, à l'occasion de la Journée de la Terre. Les deux événements préparent la 26e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26), qui se tiendra à Glasgow, en Écosse, en novembre prochain. La COP27, quant à elle, devrait se tenir en Afrique en 2022.

Antsa R.

EFOICOM-INNOV'LAB

Dix jeunes subventionnés pour le démarrage de leurs projets

Après un concours organisé par l'Efoicom et l'Uccia, dix lauréates, toutes des femmes, vont être subventionnées par le Pnud, à hauteur de 2 millions chacun, pour le démarrage de leurs projets respectifs. Cette initiative émane de la plateforme Entreprendre au féminin Océan indien Comores (Efoicom) qui vise à accompagner les jeunes dans le cadre de la création d'emploi pour lutter contre le chômage.

Par **Nba**



Le concours startup Impact & Innovation résilience organisé dimanche 21 mars par l'Efoicom et l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'artisanat (Uccia) a honoré ses promesses. 10 lauréats ont reçu, samedi 27 mars au siège de l'Uccia, leurs attestations de mérite, avec une subvention de 2 millions, octroyée par le Pnud, à travers un fonds canadien, pour les accompagner dans le cadre du démarrage de leurs activités à Ngazidja, Ndzuani et Mwali. Lors de cette première édition, 40 jeunes avaient participé au concours. Cette initiative vise, selon le secrétaire général de l'Uccia, à réduire l'impact de la Covid-19 et contribuer au développement local et communautaire, à travers des initiatives innovantes et durables.

Remerciant l'Efoicom et le Pnud pour la confiance accordée à l'Uccia, Housni Mohamed Abdou a saisi l'occasion pour exprimer sa joie par rapport à la réussite de cette initiative. «*C'est une initiative louable qui vise à encourager la création d'emplois. Je félicite ainsi les lauréats pour avoir compris la philosophie. C'est avec cela qu'on peut aller vers l'émergence*», s'est-il réjoui.

Réduction des inégalités

Pour sa part, la présidente de l'Efoicom, Moufida Mohamed Abdoulhalik, a, après avoir évoqué les résultats de l'enquête sanitaire, sociale et économique auprès des groupements des femmes, présenté Afiyacom C19, une application de prévention sanitaire. Elle présentera également Bangwe la Masiwa, une plateforme solidaire et économique avant de présenter le chalenge national «Startup Impact &Résilience C19-1ère». «*Nous remercions l'Uccia pour les efforts déployés dans le cadre de la formation et du coaching des participants*», a-t-elle déclaré, soulignant concernant le concours, qu'il s'agit le fruit d' «*une longue collaboration*» entre l'Efoicom et l'Uccia à travers Innov'Lab qui a accueilli et accompagné les participants pendant trois jours.

A son tour, le chargé du bureau Pnud aux Comores, Youssouf Mbechezi, a fait savoir que la participation des femmes à cette startup témoigne de l'importance qu'ils accordent au développement de l'entreprenariat innovant. «*Celui-ci permettra de générer des revenus durables pour eux et pour leur communautés*», a-t-il précisé, indiquant que le Pnud accorde une importance capitale «*pour que l'innovation soit au cœur des partenariats pour la création de richesses, la réduction des inégalités et l'inclusion et plus généralement de la lutte contre la pauvreté*». En marge de la cérémonie, la plateforme Efoicom a signé une convention avec l'Uccia d'une part, et avec le Pnud d'autre part pour étendre et développer son champ d'activités.■

Financement extérieur : Madagascar esclave des dettes extérieures !

Madagascar est encore très loin d'acquérir son indépendance financière. Le pays est encore dépendant des aides et des prêts financiers du Fonds monétaire international (FMI). Des aides que plusieurs générations de Malagasy dans l'avenir doivent encore rembourser pendant plusieurs années. D'un autre côté, les répercussions sur notre économie ne sont pas encore perçues jusqu'à ce jour. La Grande île figure encore parmi les pays les plus pauvres du monde et les dettes ne cessent de s'accumuler. Des dettes qui ne sont accordées que sous réserve du respect des conditionnalités par les dirigeants malagasy. Les bailleurs de fonds n'hésitent pas à bloquer les financements en cas d'inobservation de leur « volonté » par le gouvernement malagasy.

Ainsi, à la suite de plusieurs demandes de financement, le conseil d'administration du FMI a une fois encore octroyé un financement d'un montant de 312,4 millions de dollars au gouvernement malagasy. Un financement qui sera utilisé durant une période de 40 mois et devant permettre de soutenir l'économie malagasy. Dans sa décision, le FMI soutient que le financement devrait permettre de réduire la pauvreté dans la Grande île, de renforcer la lutte contre la corruption mais également de soutenir notre économie financière. Mais dans la réalité, une bonne partie de la population ne croit plus en ces promesses. Pour une partie de l'opinion publique, ces financements n'auront quasiment aucun impact sur le quotidien. Bien que nos descendants soient obligés de les rembourser dans le futur, ils n'espèrent rien de ces fonds. Le niveau de vie de la population n'a cessé de se dégrader depuis ces dernières années. Avec la pandémie du coronavirus, c'est tout simplement le coup de grâce pour l'économie malagasy déjà très affaiblie par une pauvreté extrême.

Mais d'un autre côté, la position du chef de l'Etat actuel pousse également à se poser des questions. Ce dernier a déjà promis durant la campagne présidentielle de 2018 que Madagascar va se passer des financements extérieurs. Mais aussi que « Même les Comores pourront venir emprunter à Madagascar ». Ce qui n'est pas encore le cas en ce moment. Au contraire, le pays continue de demander des aides financières auprès des bailleurs de fonds.

Ranaivo

Fièvre aphteuse : Le laboratoire ANSES, en France confirme les cas de fièvre aphteuse à Rodrigues.



Le laboratoire ANSES, en France confirme les cas de fièvre aphteuse à Rodrigues. C'est ce qui ressort du Conseil exécutif de Rodrigues le vendredi 2 avril dernier. Des échantillions des cas suspects avaient été envoyés en France à des fins d'analyse en mars. La commission de l'agriculture a commencé une surveillance active et sensibilisera la communauté des agriculteurs. Depuis mars, l'acheminement des bovins, des ovins et des porcs est interdite jusqu'à nouvel ordre vers Maurice.